

## Bulletin d'histoire politique

**Granatstein, J. L., Who Killed Canadian History?, Harper Collins, 1998, 156 p.**

Nadia Fahmy-Eid



Volume 7, numéro 3, printemps 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060359ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060359ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Fahmy-Eid, N. (1999). Granatstein, J. L., Who Killed Canadian History?, Harper Collins, 1998, 156 p. *Bulletin d'histoire politique*, 7(3), 145–149.  
<https://doi.org/10.7202/1060359ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Granatstein, J. L., *Who Killed Canadian History?*, Harper Collins, 1998, 156 p.**

•••

**Nadia Fahmy-Eid**  
Histoire, UQAM

L'ouvrage de J. L. Granatstein est à la fois éloquent, habile, et pourtant foncièrement tendancieux. C'est un livre d'autant plus tendancieux qu'il mêle adroitement quelques questions valables à d'autres qui sont loin de l'être, qu'il souligne l'existence de quelques vrais problèmes tout en alignant à côté d'eux une série d'autres présentés comme étant vrais. Mais surtout, surtout, l'habileté de la rhétorique qui caractérise cet ouvrage consiste à faire constamment appel à un sentiment de fierté nationale destiné à flatter un public canadien supposé (à tort ou à raison) être naïf ou vaniteux, ou peut-être encore les deux à la fois.

Tantôt apparente, tantôt en retrait, la thèse défendue est simple. Elle consiste à dire en substance: «arrêtons de fabriquer et d'enseigner une histoire tantôt tronquée, tantôt falsifiée et revenons à une authentique histoire globale, c'est-à-dire nationale». Cette dernière aura comme principal objectif de renvoyer à la société canadienne une image d'elle-même rassurante et surtout valorisante. Or, pour qu'une collectivité soit en mesure d'enseigner son histoire en accord avec un tel objectif, ou encore comme l'explique l'auteur: «to teach its history positively» (préface, p. XIV), il faudra au préalable concevoir et écrire cette histoire en conséquence. Cela exigera, bien entendu, de se conformer à quelques directives que tout historien ou historienne dignes de ce nom devront désormais prendre en compte. Au fond, la recette est simple: si l'histoire nationale se doit d'être un hymne à la gloire de la nation, ceux et celles qui l'écrivent devront chercher à identifier dans le passé national tous les faits et gestes individuels et collectifs correspondant à cet objectif. Réussites collectives, victoires militaires éclatantes, actions de bravoures, vies de héros (au masculin surtout) édifiantes, constituent des

ingrédients sûrs, permettant d'écrire et d'enseigner une histoire qui nous rendra fiers de nous-mêmes. De plus, nous dit l'auteur, ce type d'histoire que nous enseignerons à nos enfants les amènera, bénéfique non négligeable, à être fiers de nous.

Qu'avons-nous donc à faire, affirme J. L. Granatstein, de ces esprits chagrins, de ces mauvais esprits au fond, qui s'acharnent à relever dans notre passé national les faits et gestes moins reluisants, ou encore les ratés d'une marche en avant dont on risque ainsi de ternir l'éclat et l'aura de gloire qui la caractérisent. De plus, où sont donc passés nos héros, et nos mythes édifiants, se demande l'auteur? Alors que tout le monde sait qu'il s'agit là d'éléments indispensables à la construction d'une véritable identité nationale.

Nous disions plus haut que J. L. Granatstein avait le don de poser tout de même quelques questions valables, de soulever aussi quelques problèmes sérieux; questions et problèmes auxquelles il a, cependant, le don d'apporter plus souvent qu'à son tour des réponses tendancieuses.

Certes, une collectivité a besoin d'une vision assez globale et pas trop éclatée de son passé. Certes, cette vision, ainsi que la mémoire collective qui l'alimente, nécessitent quelques points de repères communs dans le temps et dans l'espace. Il faut également accepter l'idée que le choix de ces points de repère soit lui-même tributaire d'un certain consensus sur la centralité ou l'importance de quelques événements clés qui ont contribué à infléchir le cours de l'histoire. On peut enfin admettre que l'on veuille inclure dans ces points de repère des personnages publics dont les actions ou les politiques ont eu une influence décisive — et surtout bénéfique, dans la perspective de Granatstein — sur le développement de la nation. Il s'agit là d'une série d'arguments que l'auteur, à la limite, parvient encore à légitimer. Mais il en va tout autrement de la problématique qui alimente la thèse principale de l'ouvrage.

Tant qu'il s'agit de thèses dont les grandes lignes renvoient plutôt à un contenant qu'à un contenu, l'argumentation réussit à paraître plausible. C'est en fait le contenu qui pose de graves problèmes, problèmes que l'auteur passe allègrement sous silence. Tout d'abord, la philosophie ou plutôt l'idéologie qui sous-tend la définition de ce contenu repose sur une échelle de valeurs qui demeure de l'ordre du non dit. Ainsi, pourquoi mettre en valeur l'histoire des événements politiques en dénigrant celle des phénomènes sociaux? Pourquoi l'histoire militaire occuperait-elle une place plus privilégiée que celle du travail ou de l'éducation? L'histoire des hommes politiques est-elle vraiment incompatible avec celle des femmes qui ont imprimé leur marque sur l'évolution de la société et des politiques sociales? Où se situerait l'histoire des minorités ethniques par rapport à celle de la majorité?

C'est presque un lieu commun d'affirmer aujourd'hui que l'historiographie procède à des choix, que les dits «faits historiques» — qu'il s'agisse d'événements ou de vies d'individus — sont loin d'être des données spontanées qui s'imposent d'elles-mêmes à l'esprit de l'historien ou de l'historienne. En fait, il s'agit avant tout de faits construits; non pas certes fabriqués de toutes pièces, mais néanmoins construits dans la mesure où leur contenu et leur hiérarchisation relèvent de choix délibérés. Or la faiblesse majeure des thèses de Granatstein réside dans le fait que, pour lui, les faits historiques s'imposent d'eux-mêmes. Ou encore, à la limite, ils sont imposés par la nécessité d'édifier une histoire nationale garante d'une cohésion sociale, elle-même indispensable à la survie de la nation.

À partir de tels prémices, on se voit projetés sans ambages dans un univers d'affirmations péremptoires, fait de certitudes et de credos qui n'ont plus rien à voir avec un quelconque esprit d'analyse critique. Un univers où le ton polémique et l'ironie maniés avec un certain art cherchent à faire oublier la pauvreté de l'argumentation et le vide théorique et méthodologique qui la caractérisent.

Au delà des faiblesses de la problématique qui sous-tend l'essai de Granatstein, allons voir maintenant les autres ratés de l'acte d'accusation qu'il dresse à l'endroit des présumés responsables du dépérissement, sinon de la mort, de l'histoire nationale. Ces responsables, nous le savons désormais, ont pour noms: l'histoire des travailleurs, l'histoire des minorités, l'histoire des femmes, etc. Bref, l'histoire sociale dans son ensemble, ainsi que les problématiques marxistes et féministes qui ont, nous dit-on, contribué à mettre au monde ces nouveaux monstres de l'ère historiographique moderne. Nous laisserons à d'autres le soin de rectifier le tir en ce qui a trait aux différents champs de l'histoire sociale interpellés à travers la prose polémique de l'auteur. Nous nous arrêtons, quant à nous, au secteur qui nous est le plus familier: celui de l'histoire des femmes.

Selon Granatstein, l'histoire des femmes fait partie des ces excroissances historiographiques qui ont contribué, parfois sans le vouloir, concède-t-il, à étouffer l'histoire nationale, qui est globale par définition, en lui superposant plusieurs couches d'histoires sectorielles. Voyons un peu par où pèche, selon l'auteur, cette histoire des femmes à laquelle il réserve plusieurs critiques assorties de reproches amers.

Tout d'abord l'auteur stigmatise l'histoire des femmes parce que, nous dit-il, elle s'attache à des détails triviaux et les magnifie aux dépens de faits plus importants. Ainsi, qu'avons-nous à faire d'une histoire de la contraception ou encore d'une étude des effets de la pilule contraceptive sur la vie des femmes? On peut supposer que l'éminent historien n'a pas réussi à mettre en rapport ce type d'événement avec l'évolution de la fécondité au Canada et,

de ce fait, avec l'histoire démographique dans son ensemble. On peut supposer également que Granatstein n'a pas fait depuis longtemps les lectures qui s'imposent dans le domaine de l'histoire de la famille, sinon il aurait fait quelques liens entre l'essor de ce secteur, l'histoire de la pilule contraceptive et... l'histoire des femmes par ricochet.

De plus, son ignorance manifeste de la production historiographique dans le champ de l'histoire des femmes amène l'auteur à parler de ce champ comme d'un tout indifférencié. Cela débouche sur une perspective très réductrice. Ainsi, nous dit Granatstein, l'histoire des femmes a ignoré l'histoire politique et économique et s'est limitée aux domaines du social et du culturel. Elle a donc contribué, à son tour, à «tuer» l'histoire nationale qui reste avant tout une histoire globale. Or, que l'histoire sociale soit, par définition, un champ aux frontières indéfinies, que ces frontières débordent nécessairement sur les questions économiques et politiques n'amène nullement Granatstein à nuancer ses affirmations. Peut-on croire un instant que les politiques sociales ne relèvent pas du domaine politique? Et le travail des femmes, comment le dissocier de l'histoire économique? Il en est de même de la place des femmes dans le domaine administratif, dans celui de la gestion des entreprises, etc. Il s'agit de sujets qui ont été abondamment étudiés au cours des trois dernières décennies, même s'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Si l'auteur s'était donné la peine de se documenter un tant soit peu sur ces sujets, ou même s'il s'était limité à parcourir des ouvrages bibliographiques relatifs à l'histoire des femmes, il se serait vite rendu compte que l'histoire économique y est manifestement présente et que, de plus, elle constitue la toile de fond de la plupart des monographies, mémoires ou thèses que l'on retrouve de façon formelle, sous la rubrique «histoire sociale».

Enfin, que dire de l'histoire politique que Granatstein affirme avoir été complètement ignorée par l'histoire des femmes? S'il s'agit de l'histoire diplomatique ou militaire, l'auteur n'a pas tout à fait tort. Quoique des études récentes ont entrepris de retracer la place et le rôle des femmes dans l'institution militaire par excellence qu'est l'armée canadienne. Quant à l'histoire de la diplomatie ou celle des conflits armés, il est évident que l'historiographie n'en parle pas dans la mesure où les femmes n'avaient pas accès à ces hauts lieux de la masculinité. Toutefois, en matière d'histoire politique, que dire des études portant sur l'accès des femmes au suffrage universel, un thème qui a été souvent traité par les historiennes depuis près de trente ans. Où situer également les analyses relatives à la place des femmes dans l'arène politique (fédérale, provinciale et municipale) qui fait de plus en plus l'objet d'analyses historiques, même si de telles études s'étendent nécessairement sur des périodes de temps limitées. Enfin, le rapport des femmes à l'État constitue

une autre question qui a été abondamment traitée dans le cadre de l'histoire des femmes. Or, il s'agit d'un autre sujet qui se situe au cœur même de l'histoire politique.

Enfin, le procès intenté à l'histoire des femmes par Granatstein inclut la critique de l'impérialisme théorique et méthodologique exercé par les praticiennes de cette histoire. Dénigrant «les méthodes assurées» de l'historiographie traditionnelle, ces historiennes, à l'image de leurs confrères des autres champs de l'histoire sociale, flirtaient avec des théories et des méthodologies de qualité douteuse empruntées à la hâte à diverses autres disciplines des sciences sociales

On ne pourrait clore ce tour d'horizon sans souligner la meilleure perle de l'essai de Granatstein. Ainsi, évoquant les critiques dont les manuels d'histoire traditionnels ont fait l'objet de la part des historiennes qui soulignaient l'absence notoire des femmes de ce type d'ouvrage, l'auteur conclut (traduction libre): «Personne ne semble réaliser que l'histoire du Canada a été éditée en très grande partie par les hommes; même si un tel fait paraît injuste ou difficile à accepter, il reste que toute tentative (historiographique) de faire plus de place aux femmes dans l'histoire (c'est-à-dire d'ignorer une telle donnée) risque de déformer la réalité historique» (p. 62).

En langage bien ordinaire, on serait tenté de dire: «c'est la cerise sur le gâteau». En langage plus scientifique, on constate qu'il s'agit là d'un énoncé dénué de toute logique qui consiste à déclarer: nous constatons un fait peut-être bien regrettable, mais vu qu'il s'agit d'un fait incontestable, une donnée évidente de l'histoire, il vaut mieux s'incliner. C'est à ce niveau que, selon nous, on peut observer de façon évidente les non-sens (terme poli) ou encore les sottises (terme plus exact) sur lesquels peut déboucher une vision tronquée de l'histoire basée sur le postulat théorique que les faits historiques sont donnés et non construits.